

Contribution du groupe *Sortir du Nucléaire Lot* pour la refondation du réseau *Sortir du Nucléaire*

Le problème interne au réseau *Sortir du Nucléaire* soulève une grande inquiétude au sein du groupe *Sortir du Nucléaire Lot*, et chacun ressent douloureusement les conflits internes et les choix politiques pris par la direction du réseau qui ont abouti en particulier au licenciement d'un de ses porte parole historique, Stéphane Lhomme, et à une plainte contre ce dernier et les anciens administrateurs débarqués lors de l'AG de février dernier.

Cette inquiétude est renforcée par la prophétie d'Anne Lauvergeon, pdg d'Aréva, qui déclarait le 9 décembre dernier à l'Assemblée Nationale : « *Dans les années soixante-dix, le mouvement écolo s'est développé à partir de sa lutte antinucléaire, mais je pense qu'une scission interviendra sous peu entre les écolos "canal historique", qui resteront antinucléaires jusqu'à la fin des temps, et les écolos modernes qui vont finir par reconnaître que le nucléaire fait partie des solutions* ».

Nous ne pouvons que constater le nombre de témoignages sur les dysfonctionnements du réseau et partager leurs analyses. Le réseau *Sortir du Nucléaire* est dans une crise grave mais cette crise, si nous connaissons un peu l'histoire du mouvement antinucléaire en France, n'est ni nouvelle ni originale même si elle est désolante (voir l'ouvrage *Histoire des luttes anti nucléaires en France - 1958/2008*, Henri Chevallier, 2008* qui explique l'histoire du mouvement antinucléaire et de ses relations avec les partis de gauche).

Face à cette crise, il nous semble que la seule solution est d'engager une réflexion de fond, et que, pour ce faire, un congrès extraordinaire, que l'on peut appeler de refondation si on veut, soit décidé pour la fin de l'année (ou le début de l'année prochaine) pour débattre : 1) du fonctionnement du réseau, et 2) de notre position vis à vis de ceux qui nous proposeraient de mettre en veilleuse l'antinucléaire pour d'autres avancées 'écologistes'.

* à commander à SDN 32, "La Bertrand", 32400 Fustérouau / 8 euros l'ex, port inclus / chèques à l'ordre de Ende Doman
Cet ouvrage a été publié en 2009 par le journal *À Contre Courant* : <http://leliencommun.org/sdnlot/histoireluttessantinuke.pdf>

1) Le fonctionnement du réseau

Il nous faut être anti-nucléaire sur le fond et sur la forme. Si les partis de gauche ont toujours été pro-nucléaires, c'est qu'ils n'ont jamais engagé de réflexion sur le 'dogme du progrès'. Le terme 'progressiste' est traditionnellement associé à la gauche, mais la droite se définit aussi comme progressiste ce qui rend très difficile une identité claire des combats à mener.

Derrière l'opposition classique gauche/droite, se profile une autre opposition, plus radicale entre gauche nucléaire et gauche anti-nucléaire, entre gauche progressiste et gauche écologiste. OUI, il nous faut le réaffirmer : une gauche écologiste ne partage pas le 'mythe du progrès' et considère que l'organisation politique qui a conduit l'humanité à l'âge nucléaire - et que l'on qualifie, depuis les Grecs de démocratie, c'est-à-dire de 'pouvoir du peuple' - est à réformer comme est à réformer l'idéologie progressiste.

« *Si nous sommes opposés, écrit Günther Anders en 1986 après Tchernobyl, au mode de production du courant électrique à l'aide de l'énergie nucléaire, ce n'est pas seulement parce que les produits sont dangereux et mortels mais parce que leur mode de production est lui-même dangereux et mortel...* » et il ajoute « *Quand au reproche selon lequel nous ne serions pas progressistes, j'affirme (moi qui ai toujours, à juste titre, été classé parmi les radicaux) qu'on peut désormais jeter le terme de "progressiste" dans le tas des petits mots déjà gâtés du siècle passé* » (Günther Anders, *La menace nucléaire. Considérations radicales sur l'âge atomique*, p. 319-320)

Nous devons certes réformer le fonctionnement du réseau pour éviter que se répète le cycle décrit dans l'ouvrage d'Henri Chevallier, mais nous devons le réformer radicalement en remettant en cause aussi le dogme démocratique qui a conduit la société à l'impasse actuelle.

Si la démocratie est un mauvais système, c'est parce qu'il est progressiste et qu'il renforce le pouvoir. Pouvoir du Peuple certes, mais le peuple est une entité beaucoup trop floue pour ne pas lui faire endosser, au nom de la représentation et de la délégation des pouvoirs, toutes les dérives. En Grèce, le peuple représentait 10 % de la population, c'est-à-dire Les citoyens grecs ; jusqu'en 46 en France, le peuple c'était les hommes, et pas les femmes qui n'avaient pas le droit de vote ; aujourd'hui le peuple c'est le pouvoir des multinationales et des banques qui financent l'industrie nucléaire et que les partis de gauche ne remettent pas en cause.

Il nous faut donc engager cette réflexion même si elle est longue et difficile et même si nous rencontrerons certainement des contradictions qu'il nous faudra résoudre. Nous pouvons pour cela nous appuyer sur l'histoire du mouvement ouvrier et notamment l'histoire de l'anarchisme qui, pendant tout le 19^e siècle a dialogué avec les autres courants. L'anarchie, nous pouvons en donner une définition simple c'est : l'organisation mais pas la hiérarchie.

À partir de cette définition, la réflexion peut s'engager. Il faut éviter, notamment, qu'un petit groupe de personnes, salariés et/ou permanents puisse décider au nom de tous et donc, sans renoncer à une certaine centralisation des décisions, renforcer le pouvoir des groupes locaux et leur capacité de remettre en cause à tout moment des orientations qu'ils ne jugeraient pas conformes à leurs convictions.

Nous pouvons dans notre réflexion nous appuyer sur d'autres formes d'organisation, et notamment celles des peuples traditionnels qui, avec des formes différentes suivant les cultures, mettent en place des mécanismes d'équilibre des pouvoirs, compensent tout pouvoir excessif par un contre-pouvoir et, plus généralement limitent tout pouvoir central. En Afrique, on appelle cela : 'manger le pouvoir du chef' - quand un chef devient trop influent, on le 'mange'. Aux îles Samoa, lorsqu'une loi est votée par la chambre des députés, pour qu'elle puisse s'appliquer à une communauté locale, il faut que celle-ci la vote à son tour. Voilà deux exemples, parmi d'autres, mais qui montrent que de tous temps, les hommes ont réfléchi à cette question du pouvoir et de sa limitation.

2) Le nucléaire et l'écologie

Que penser de la décision prise par la direction du réseau de co-signer « *l'Ultimatum climatique* », avec de grosses ONG à l'occasion du Sommet de Copenhague, pour demander à Nicolas Sarkozy d'être le fer de lance de la lutte contre le changement climatique. Comment le réseau peut-il signer cet appel qui met le principal VPR du nucléaire à la tête du projet écologique, validant l'option du nucléaire propre, en contradiction avec son but même ?

Cette décision a été fermement dénoncée par Stéphane Lhomme. La prise de position du porte-parole du réseau est-elle la cause réelle de son licenciement, exigé par son directeur administratif ?

Que pensent les groupes de voir le réseau *Sortir du nucléaire* qui les représente être co-signataire de *l'Ultimatum climatique* ? L'AG du réseau a démocratiquement tranché en février en validant (par 56 % de voix favorables, 19 % de voix contre, 6 % de refus de votes et 18 % d'abstention) la motion de *Tchernoblye* « *concernant le climat, le réseau ne signera aucun texte qui ne condamne pas explicitement le recours au nucléaire* » - qui confirme la position de 2009 « *ni nucléaire ni effet de serre* ».

Malgré cette décision de l'AG souveraine, la signature du réseau est toujours accolée à *l'Ultimatum climatique* – sous prétexte que cette décision ne saurait être rétroactive... Il est donc des choix de la direction du réseau et de son nouveau CA qui ne se discuteraient pas.

Il faut donner tort à Nicolas Sarkozy et à Anne Lauvergeon, en prenant garde que le réseau n'opère la scission que le lobby nous promet. L'AG qui se prépare en juin doit élire le nouveau CA du réseau, et, propose sa direction, poser les bases de sa 'refondation'. Il appartiendra à tous d'y participer. Nul doute que le problème ne se résoudra que si les groupes qui le constituent amènent leur contribution dans un espace de débat et de construction positive.

Encore faudra-t-il que les décisions prises par cette AG soient respectées.

Le retrait de la signature du réseau à *l'Ultimatum Climatique* en serait le meilleur gage.

Le groupe *Sortir du Nucléaire Lot* :

- dénonce les décisions de licenciement de Stéphane Lhomme et de plainte contre ce dernier et "contre X" prises par la direction du réseau et son actuel CA, et soutenue par ses salariés.
- s'interroge sur le fonctionnement du réseau et le développement de sa culture d'entreprise, et en particulier sur le fait que le directeur administratif puisse se prévaloir du titre de "directeur" et imposer par son autorité hiérarchique sa politique, renforçant le côté pyramidal du réseau, et demande à ce que cette fonction soit provisoire et puisse être remise en question.
- considère que les processus de prises de décision du réseau au vu de son fonctionnement pyramidal actuel mettent en péril son existence.
- affirme la nécessité de bâtir la refondation du réseau sur les avis des groupes adhérents afin que les liaisons horizontales puisse s'y déployer, et que s'y cultive la collégialité des choix dans le respect de la pluralité.
- affirme la nécessité de transparence du réseau dans son fonctionnement comme pendant à l'opacité du nucléaire, et à cet effet demande : 1) que soit mis en place un nouveau fonctionnement pour que les positionnements du réseau émanent au maximum de la base et à cette fin, que les questions fondamentales soient au maximum posées aux groupes, au delà des AG, afin d'être débattues et conditionnées à l'acceptation du plus grand nombre 2) que les débats et les décisions du CA soient argumentées et transparentes, et communiquées aux groupes via le système Intranet 3) que le fonctionnement et les prérogatives du CA et du personnel salarié soient redéfinis, et en particulier de veiller à ce qu'il n'y ait pas d'ingérence de la part des salariés du réseau dans les décisions du CA.
- se positionne pour le retrait argumenté de la signature du réseau à *l'Ultimatum climatique*.
- appelle à la tenue d'un congrès de refondation dans un délai raisonnable et propose que le nouveau CA soit mandaté pour préparer, avec les groupes adhérents au réseau, ce congrès dans le respect le plus large des positions et des orientations de chacun.

Bien au-delà des questions de personnes, ce sont des questions de fond qui sont posées et nous ne les résoudrons que par un débat de fond.